

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

Le Secrétaire Général

**RAPPORT SYNTHESE DES TRAVAUX DE L'ATELIER
SUR LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE DE
L'EXERCICE 2014 ORGANISE LE 30 ET 31 JUILLET, LE
06 ET 07 AOUT 2013**

Roméo Golf, Kinshasa - Gombe

PAR LE SECRETAIRE GENERAL AU BUDGET

Kinshasa, Août 2013

**Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre,
Honorables Députés et Sénateurs,
Excellences Mesdames et Messieurs les Membres du
Gouvernement de la République,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires
bilatéraux et multilatéraux de la République Démocratique du
Congo,
Mesdames et Messieurs les Secrétaires Généraux de
l'Administration Publique et chers collègues,
Distingués invités, mesdames et messieurs à vos qualités et
titres respectifs,**

Il y a exactement neuf jours que Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget ouvrait les travaux consacrés aux discussions budgétaires portant sur la stratégie budgétaire et la trajectoire des finances publiques 2014 -2016.

Ces discussions ont été organisées en deux phases :

- La première phase a réuni les experts du Gouvernement sous la Supervision du Secrétaire Général au Budget,
- La deuxième phase dite politique sous la Supervision directe de Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget a réuni les Membres du Gouvernement, les Honorables Députés et Sénateurs, membres des Commissions Economico-financières, les Partenaires Techniques et Financiers et la Société civile.

A ma qualité du Président de la Commission Budgétaire, je me dois de vous rendre compte du déroulement desdits travaux préparatoires du Budget de l'exercice 2014.

Pour rappel, les principaux objectifs de l'atelier étaient les suivantes :

- L'amélioration de la transparence et de la participation citoyenne dans l'élaboration du budget de l'Etat par des propositions et solutions partagées ;
- L'alignement rationnel des crédits budgétaires et des politiques publiques dans le budget parce que discutées et partagées par diverses catégories de citoyens ;
- Le recensement et l'identification des voies et moyens pour mieux assurer le financement du Programme d'Actions du Gouvernement, en capitalisant les recommandations issues de l'Atelier sur le coulage des recettes et du Forum économique international tenus à Kinshasa en mai 2013 ; et
- L'amélioration du processus de formulation du budget au sein même du Gouvernement.

De manière générale, l'atelier s'est déroulé dans un climat de convivialité, de partage et surtout d'échanges riches et pertinents entre participants.

Au cours de la première phase, les thèmes tels que prévus dans le programme de débat d'orientation ont été abordés à l'endroit des experts des ministères sectoriels programmés, des régies financières, des syndicats du secteur public.

Abordant les questions générales sur le budget 2014, les participants ont relevé la nécessité de mobiliser les ressources innovantes en complément des effets du plan d'action des recommandations des assises nationales sur le coulage des recettes publiques, visant à améliorer les ressources internes.

Quant à la planification stratégique, les participants ont reconnu que le DSCRП demeure le cadre stratégique d'orientation des politiques publiques par contre, le programme d'action du Gouvernement en est son plan d'action opérationnel.

En ce qui concerne les questions spécifiques sur la Programmation Budgétaire des Actions du Gouvernement (PBAG), les Secrétaires Généraux des secteurs prioritaires ont précisé à l'intention des participants, les axes prioritaires sectoriels ainsi que les coûts.

Quant à la problématique des opérations budgétaires en provinces, il a été relevé l'intention du Gouvernement, de présenter en mai 2014, la première loi de consolidation du budget de l'Etat. Les étapes et les préalables de consolidation budgétaire ont été discutés. Les modalités pratiques de la gestion concertée des crédits d'investissements sur le transfert aux provinces encadrées par le protocole d'accord ont été présentées.

Les discussions portant sur les politiques salariales et la réforme de l'Administration publique, ont mis en exergue l'absence d'une véritable politique salariale dans le pays. Les participants ont identifié certains préalables nécessaires pour la mise en place de ces politiques.

Après la présentation de la stratégie budgétaire à moyen terme, les participants ont noté des améliorations sensibles de la PBAG et de la qualité des discussions par rapport à l'exercice de l'année antérieure. Ils se sont interrogés largement sur la viabilité des plans d'actions sectoriels étant donné le niveau de gap relevé.

Il convient de signaler à ce propos que le gap indiqué lors des discussions ne prenait pas encore en compte le financement extérieure identifié au niveau des sectoriels, bien entendu le besoin d'affiner les politiques sectorielles demeure.

Les deux derniers jours de la **seconde phase** ont connu les interventions de Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre et du DIRCABA de la Primature chargé des questions économiques et monétaires, à l'endroit des Députés et Sénateurs membres des ECOFIN, de leurs experts et des Partenaires Techniques et Financiers.

Le DIRCABA présentant au nom de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, les orientations générales contenues dans sa lettre d'orientation budgétaire a relevé le besoin d'identifier les sources de financement du Programme d'Action du Gouvernement en phase de la vision de l'émergence de la RDC.

Présentant la PBAG, Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget, a souligné la nécessité d'harmoniser les politiques publiques sous la contrainte budgétaire et a appelé les Partenaires Techniques et Financiers à la mise en place des comptes d'affectation spéciale pour améliorer le captage des ressources extérieures.

Les participants ont reconnu les améliorations introduites par ces discussions dans les pratiques budgétaires du pays et ont souligné la nécessité d'accroître les ressources intérieures.

Avec les experts du Parlement, le Ministère du Budget a présenté à leur intention les nouvelles maquettes budgétaires intégrant l'historique, les mesures nouvelles dans les rémunérations etc.

En résumé, au cours de ces quatre journées, les participants ont salué l'organisation de telles assises et apprécié le contenu des différentes interventions.

Des recommandations ont été émises parmi lesquelles :

- L'amélioration du niveau des ressources afin de financer le PAG ;
- L'amélioration du niveau d'exécution du budget afin d'assurer aux sectoriels l'exécution satisfaisante de leurs crédits et, par ricochet, de réaliser leurs politiques sectorielles, le tout en vue d'atteindre la crédibilité budgétaire ;
- L'encouragement des autres secteurs tels que le Tourisme, l'Industrie et la Recherche Scientifique de se doter de plan d'action stratégique ;

- La mise en place d'une véritable politique salariale nationale ;
- L'instauration effective des comptes d'affectation spéciale, notamment pour la gestion des ressources extérieures ;
- L'émission des bulletins de paie pour mieux asseoir l'imposition et la retenue dans le cadre de la retraite ;
- La mise en place d'un système d'évaluation des politiques publiques.

Ces recommandations et tant d'autres notées au niveau du Secrétariat technique sont en cours d'analyse pour leur intégration dans la PBAG.

Voilà en substance, **Excellences, Honorables, Mesdames et Messieurs**, l'essentiel du rapport des travaux sur le débat d'orientation et les amendements essentiels qui seront intégrés dans la version finale de la PBAG.

Je vous remercie.

Fait à Kinshasa, le

Odon NSAMPANGA ASSAS